LOI DU 17 NOVEMBRE 1964
CODE DE PROCÉDURE CIVILE
(EXTRAIT)

Dziennik Ustaw [Journal des Lois] n° 43, texte 296

PREMIÈRE PARTIE
LA PROCÉDURE DE COGNITION

LIVRE III
L'ARBITRAGE
Dispositions préliminaires

Art. 695. Les dispositions du présent livre sont applicables à la cour d'arbitrage instituée *ad hoc* pour trancher un litige particulier aussi bien qu'à la cour d'arbitrage permanente.

Art. 696. Toutes les fois que, dans le présent livre, il est question de tribunal, on entend par ce terme le tribunal qui eût été compétent de connaître du litige si les parties n'avaient pas signé de clause arbitrale. Toutes les fois qu'il est question de tribunal d'arrondissement, on entend par ce terme le tribunal d'arrondissement de compétence générale.

Titre 1^{er}. LA CLAUSE ARBITRALE

Art. 697. § 1^{er}. Dans les limites de leur capacité de s'obliger elles-mêmes, les parties peuvent soumettre à la solution par une cour d'arbitrage les litiges sur les droits patrimoniaux, à l'exception des litiges sur les aliments et des litiges du travail.

§ 2. Aussi longtemps que les parties sont liées par un tel contrat, on ne peut demander que le litige soit porté devant un tribunal.

§ 3. Un règlement du Conseil des ministres déterminera les cas où les unités de l'économie socialisée peuvent conclure des contrats soumettant leur litige à une cour d'arbitrage.

§ 4. Sauf les cas déterminés selon le paragraphe précédent, les unités de l'économie socialisée peuvent conclure des contrats soumettant à une cour d'arbitrage leurs litiges avec les parties domiciliées ou ayant leur siège à l'étranger.

Art. 698. § 1^{er}. Un contrat soumettant le litige à une cour d'arbitrage (la clause arbitrale) doit être fait par écrit et signé des deux parties.

§ 2. Dans la clause arbitrale, il faut désigner exactement l'objet du litige ou le rapport juridique à l'occasion duquel un litige est survenu ou peut survenir. La clause peut également indiquer les arbitres et le président (surarbitre) ou le nombre des arbitres ainsi que le mode de désignation tant des arbitres que du surarbitre.

Titre II. LES ARBITRES

Art. 699. § 1^{er}. Peut être arbitre toute personne physique ayant la pleine capacité d'exercice, jouissant de la plénitude des droits publics et des droits civiques honorifiques.

§ 2. Un juge d'État ne peut être arbitre.

Art. 700. § 1^{er}. Si les arbitres ne sont pas désignés dans la clause ou dans un avenant, et s'il appartient aux parties de les désigner, la partie ayant désigné son (ou ses) arbitre(s) le notifiera à son adversaire en l'invitant de désigner, dans une semaine à compter de la réception de la notification, son (ou ses) arbitre(s) et de l'informer de son choix. La notification se fait par notaire ou par lettre recommandée.

§ 2. Si, d'après la clause, il appartient à un tiers de désigner les arbitres, chacune des parties peut l'inviter à le faire. Dans un tel cas, la désignation des arbitres par le tiers doit se faire dans une semaine à compter de la réception de l'invitation. Le tiers est invité de la manière prévue au paragraphe précédent.

§ 3. Les arbitres désignés choisiront un surarbitre, à moins que la clause n'en dispose autrement.

Art. 701. § 1^{er}. Si la partie adverse, invitée à le faire, ne désigne pas son arbitre dans le délai, ou si les arbitres ne sont pas tombés d'accord sur le choix du surarbitre, le tribunal d'arrondissement désignera à la requête de la partie, un arbitre ou un surarbitre, à moins que la clause n'en dispose autrement.

§ 2. La disposition ci-dessus est respectivement applicable dans le cas où l'arbitre ou le surarbitre devaient être désignés par un tiers ou lorsque leur désignation s'est avérée impossible pour d'autres raisons.

§ 3. La décision du tribunal désignant un arbitre ou le surarbitre peut être rendue en chambre du conseil. La décision est susceptible de réclamation.

Art. 702. § 1^{er}. S'il n'en est pas convenu autrement, la clause arbitrale cesse d'avoir force obligatoire lorsque l'arbitre ou le surarbitre, désignés conjointement par les parties dans la clause ou dans un avenant, se dérobent à accomplir une mission ou lorsque son exercice devient impossible pour d'autres raisons et un arbitre ou surarbitre ne sont pas désignés de la manière déterminée dans les articles précédents.

§ 2. Si la mission n'est pas accomplie par un arbitre ou surarbitre qui n'ont pas été désignés de la manière déterminée au paragraphe précédent, et la partie intéressée ne désigne pas, à la requête de l'autre partie, un nouvel arbitre, ou lorsque les arbitres ne choisissent pas un nouveau surarbitre, le tribunal d'arrondissement désignera, à la requête de la partie, un arbitre ou surarbitre. La décision du tribunal est susceptible de réclamation.

Art. 703. § 1^{er}. La partie peut demander la récusation d'un arbitre ou surarbitre pour les mêmes causes qui justifient la récusation d'un juge. Une telle demande doit être faite dans le délai d'une semaine à compter de la date où l'on a appris la désignation d'un arbitre, mais au plus tard avant l'ouverture de l'instance par la cour

d'arbitrage, à moins que la partie ne rende vraisemblable le fait que la cause de récusation est survenue ou est arrivée à sa connaissance postérieurement.

§ 2. Le tribunal peut statuer sur la récusation d'un arbitre ou surarbitre en chambre du conseil. Cependant, s'il fixe l'audience, le tribunal convoque les personnes dont la récusation a été demandée.

Art. 704. § 1^{er}. Les arbitres ont droit à la rémunération pour leurs actes et au remboursement des dépenses subies à l'occasion de l'exercice de ces actes. S'il n'y a pas d'entente avec les parties au sujet de la rémunération, le tribunal d'arrondissement fixera en chambre du conseil la rémunération des arbitres proportionnellement à leur travail, ainsi que le montant des dépenses remboursables. La décision du tribunal est susceptible de réclamation.

§ 2. Les parties sont solidairement tenues du paiement de la rémunération et du remboursement des dépenses.

Titre III. LA PROCÉDURE DEVANT LA COUR D'ARBITRAGE

Art. 705. § 1^{er}. Les parties peuvent déterminer elles-mêmes, tant que l'instance n'est pas ouverte, le mode de procédure à appliquer au cours de l'examen de l'affaire.

§ 2. A défaut d'une telle décision des parties, la cour d'arbitrage appliquera le mode de procédure qu'il jugera utile. La cour d'arbitrage n'est pas liée par les dispositions de la procédure civile. Toutefois, elle ne peut renoncer à éclaircir, sous tous leurs aspects, les circonstances indispensables à la solution de l'affaire.

Art. 706. § 1^{er}. La cour d'arbitrage peut entendre les parties, les témoins et les experts et recevoir leur promesse, mais elle ne peut user des moyens de contrainte.

§ 2. Pour faire accomplir un acte qu'elle ne peut exécuter elle-même, la cour s'adresse au tribunal d'arrondissement dans le ressort duquel l'acte doit être accompli.

Art. 707. § 1^{er}. La sentence de la cour d'arbitrage est élaborée à la majorité absolue des voix, à moins que la clause n'exige l'unanimité. A défaut de majorité, la voix du surarbitre l'emporte.

§ 2. Lorsque, pendant l'élaboration de la sentence, l'unanimité ou la majorité requises des voix ne peuvent être réunies sur la solution de l'objet du litige dans son ensemble ou pour une partie, la clause arbitrale cesse d'avoir force obligatoire à cet égard.

Art. 708. § 1^{er}. La sentence de la cour d'arbitrage doit contenir:

- 1) l'indication de la clause arbitrale,
- 2) les lieu et date de l'élaboration de la sentence,
- 3) l'indication des parties et des arbitres,
- 4) la solution des prétentions des parties,
- 5) les motifs que la cour a retenus dans l'élaboration de la sentence,
- 6) la signature de tous les arbitres.

§ 2. Lorsque l'un quelconque des arbitres refuse de signer ou n'est pas en état de signer, une mention en est faite sur la sentence. La sentence signée par la majorité des arbitres a force légale.

Art. 709. La cour d'arbitrage signifie aux deux parties, contre récépissé ou accusé de réception, une copie de la sentence signée comme l'original.

Art. 710. § 1^{er}. Après avoir signifié aux parties une copie de la sentence, la cour

d'arbitrage déposera au tribunal le dossier de l'affaire avec l'original de la sentence, les récépissés et autres titres.

§ 2. Les cours d'arbitrage permanentes peuvent conserver le dossier dans leurs propres archives et dans ce cas, elles doivent les communiquer au tribunal sur sa demande.

Art. 711. § 1^{er}. La sentence de la cour d'arbitrage n'est pas susceptible de recours.

§ 2. Une sentence de la cour d'arbitrage et Une transaction conclue devant elle ont la même force légale qu'un jugement d'un tribunal d'État ou une transaction conclue devant un tel tribunal après qu'un tribunal d'État en aura constaté force exécutoire.

§ 3. La décision sur la force exécutoire de la sentence de la cour d'arbitrage ou de la transaction est rendue en chambre du conseil. Le tribunal refusera de rendre une telle décision s'il résulte du dossier déposé de la cour d'arbitrage que la sentence ou la transaction portent atteinte par leur contenu à la légalité ou aux règles de vie en société en République Populaire de Pologne.

§ 4. La décision sur la force exécutoire est susceptible de réclamation.

Titre IV. LE POURVOI EN CASSATION DE LA SENTENCE DE LA COUR D'ARBITRAGE

Art. 712. § 1^{er}. La partie peut demander la cassation d'une sentence de la cour d'arbitrage dans les cas suivants:

1) il n'y avait pas de clause arbitrale ou une telle clause était nulle ou a cessé sa force obligatoire;

2) la partie était privée de la faculté de défendre ses droits devant la cour d'arbitrage;

3) le mode de procédure devant la cour d'arbitrage, arrêté par les parties, ou les dispositions de la loi n'ont pas été observés, et notamment les dispositions sur la composition du tribunal, la votation, la récusation du juge et la sentence;

4) la solution concernant les prétentions des parties est inintelligible, renferme des contradictions ou porte atteinte à la légalité ou aux règles de vie en société en République Populaire de Pologne;

5) il y a des causes qui servent de fondement à la requête civile d'après les dispositions du code.

§ 2. Lorsque la solution dépasse les limites prévues par la clause arbitrale, la partie peut demander que la sentence soit cassée pour autant qu'elle dépasse la clause. Cependant, le dépassement des limites de la clause ne peut servir de fondement au pourvoi en cassation si la partie qui participait à la procédure n'a pas soulevé d'exception quant à l'examen des prétentions dépassant les limites de la clause arbitrale.

Art. 713. § 1^{er}. Le pourvoi en cassation d'une sentence de la cour d'arbitrage doit être introduit au tribunal dans un mois à compter de la signification de la sentence.

§ 2. Lorsque le pourvoi est formé sur les causes qui servent de fondement à la requête civile, le délai est calculé suivant les dispositions sur la requête civile.

§ 3. Le tribunal statuant en chambre du conseil peut arrêter l'exécution de la sentence de la cour d'arbitrage, mais il peut le faire dépendre du dépôt d'une garantie. La décision est susceptible de réclamation.

Art. 714. Le tribunal est lié par les chefs du pourvoi en cassation de la sentence de la cour d'arbitrage, mais il prend d'office en considération si la sentence ne porte pas atteinte à la légalité ou aux règles de vie en société en République Populaire de Pologne.

Art. 715. La procédure ouverte sur un pourvoi en cassation d'une sentence de la cour d'arbitrage se déroule selon les dispositions sur la procédure de première instance.